



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant du Lez et sur le bassin de l'étang de l'Or - Demande d'aides financières pour des actions de gestion de crise - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis octobre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé, avec le concours d'un bureau d'études spécialisé, une étude intitulée « Gestion des risques majeurs » visant à co-construire avec les 31 communes une nouvelle organisation pour la gestion de crise à l'échelle de la Métropole. Les objectifs et les enjeux de cette étude sont multiples :

- co-construire avec les communes un nouvel échelon de gestion des crises ;
- harmoniser les pratiques et les procédures de crises à l'échelle du territoire ;
- formaliser une nouvelle organisation par une stratégie innovante et adaptée ;
- disposer d'une vision claire de la gouvernance des crises sur le territoire.

Les premières conclusions de la phase d'audit montrent la nécessité :

- d'un besoin de coordination des actions de fermetures de route en zone inondable par les services communaux, métropolitains, du département et des autres EPCI en période de crise. Les services métropolitains démarrent la co-construction d'un Dossier Opérationnel pour les Risques de Ruissellement, Inondation et Submersion (DORRIS) pour y répondre. Il s'agit de formaliser une organisation métropolitaine et communale pour la gestion des fermetures de voirie en cas d'inondation ;
- d'un besoin de coopération intercommunale avant, pendant et après la crise. Aujourd'hui, l'outil innovant d'intelligence collective, appelé « Ville en Alerte » (VEA), développé pour la Métropole, permet de disposer d'un outil de gestion de crise mutualisé à l'échelle métropolitaine. Il permet aussi d'améliorer l'anticipation puis la gestion opérationnelle d'un événement pluvieux fréquent à extrême. Opérationnel sur les communes de Lattes, Pérols et la partie sud de Montpellier, il sera déployé sur l'ensemble des communes au cours de l'année 2021 ;
- l'intérêt des communes à entretenir la mise en pratique de leur plan communal de sauvegarde (PCS) et ainsi leur besoin à s'entraîner pour améliorer la gestion de crise.

Pour répondre à ces besoins, il est proposé dans un premier temps d'organiser des sessions de formation à l'outil VEA pour les communes, d'animer des formations à la gestion de crise dédiées aux membres des Cellules de Crise Municipales (CCM), puis dans un second temps de mettre en place des exercices de simulation intercommunaux permettant de tester la coopération entre les différents acteurs et de tester la coordination des fermetures de routes inondables par les différents acteurs. Les subventions demandées participeront aussi à financer la conception du DORRIS.

Ces actions peuvent être financées par les dispositifs Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) à travers l'action 3.1 inscrite au PAPI 2 Lez intitulée « Coordination des PCS et des exercices de secours » et l'action 3.1c inscrite au PAPI Or intitulée « coordination des PCS sur le territoire de la Métropole / VEA » sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet de formation proposé comprend plusieurs sessions. Préalablement aux exercices de simulation, deux sessions de formation seront organisées :

- auprès des membres des CCM définis dans les PCS : gestion de crise et prise en main de l'outil VEA à l'aide d'un prestataire extérieur (fonctionnalités de l'outil, opérationnalité, prise en main de l'espace collaboratif, main courante informatisée, mise en place des actions sur le terrain, intégration des PCS dématérialisées, ...) ;

- des exercices de simulation avec sept exercices d'état-major à l'échelle de sous-secteurs, par un regroupement cohérent de communes, avec la mise en place d'actions sur le terrain. Plusieurs aspects de la gestion de crise à travers un scénario sur le risque inondation seront testés :
 - la coordination des communes entre elles (actions intercommunales) ;
 - la communication interne à la mairie mais aussi avec les différents acteurs extérieurs (ex : point de situation, rédaction d'un communiqué de presse...) ;
 - les délais d'intervention (tester par exemple l'ouverture d'un centre d'accueil et de regroupement des populations avec la mise en place de table, chaise, lit picots ...) ;
 - l'opérationnalité des PCS ;
 - La coordination avec les Plans Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) dans les écoles ;
 - l'utilisation de l'outil VEA ;
 - l'organisation communale, métropolitaine et départementale de fermetures de voiries, tester et développer le DORRIS métropolitain.

Avant d'engager ces démarches, il est proposé de solliciter les aides financières à travers les dispositifs PAPIs selon les modalités suivantes :

Pour le PAPI2 Lez, le plan de financement est le suivant :

- 60% pour le FEDER (Union Européenne), soit 60 000 € HT ;
- 20% pour la Région Occitanie, soit 20 000 € HT ;
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 20 000 €.

Pour le PAPI OR, le plan de financement est le suivant :

- 60% pour le FEDER, soit 37 500 € HT ;
- 20% pour la Région Occitanie, soit 12 500 € HT ;
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 12 500 €.

Le montant total des aides sollicitées est ainsi de 162 500 € HT à travers ces PAPIs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de solliciter les aides financières auprès des différents partenaires concernés, notamment l'Union européenne et la Région Occitanie, pour le financement des formations, des exercices de simulation et de l'élaboration du DORRIS ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156576-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.